

Grève des enseignants : le gouvernement burundais ne veut rien savoir

RFI, 24 juin 2013 Burundi : la grève des enseignants se poursuit, malgré la répression. Au Burundi, le bras de fer est engagé entre le pouvoir et les enseignants des écoles primaires et secondaires publiques, qui entrent à partir d'aujourd'hui dans leur troisième jour de grève, pour la deuxième fois cette année. Ceux-ci déclament du gouvernement qu'il acte officiellement dans son budget en préparation de 2014 une de ses vieilles promesses : la réduction des disparités salariales au Burundi. Ce qui doit se traduire notamment par des augmentations de salaires pour les enseignants, mais le gouvernement tergiverse.

Ce sont les enseignants des écoles secondaires qui ont lancé la grève le 10 juin, puis ceux des écoles primaires sont entrés dans la danse une semaine après. Et malgré la forte mobilisation des enseignants qui représentent plus de 80% des fonctionnaires du Burundi, le gouvernement n'a rien voulu savoir, au contraire. Il a qualifié cette grève d'illégitime, menace d'arrestation, ceux qui ne reviendront pas à la raison. Il faut dire que la situation est plutôt compliquée pour le pouvoir burundais car il doit trouver au moins 35 millions de dollars en 2014, pour commencer à réduire les disparités salariales au Burundi, alors que ses recettes ont fortement baissé cette année. Arrestations, menaces, harcèlement. Sur le terrain, le pouvoir fait donc pression sur les enseignants pour qu'ils mettent fin à leur grève. Arrestations, menaces, harcèlement : tout y passe, car aux yeux des autorités, cette grève est tombée au plus mauvais moment alors qu'on s'apprêtait à organiser les examens de fin d'année. Conséquence, dans beaucoup d'autres, on attend sans savoir comment tout ça va se terminer.